



Un évènement du Forum mondial de l'OCDE sur le développement

www.oecd.org/development/globalforum



ORDRE DU JOUR ANNOTÉ

L'appropriation en pratique

Atelier informel d'experts

Sèvres, 27-28 septembre 2007

*Avec le soutien des ministères des Affaires étrangères de la France et des Pays Bas
et du Development Finance Network (DEFINE)*

Cet ordre du jour annoté a pour but d'éclairer les participants sur le déroulement des discussions de l'atelier, en soulignant des questions importantes pour chaque session. Ces dernières ne sont pas exhaustives : les participants sont invités à ajouter les leurs, et le cas échéant à mettre en cause les présupposés qui sous-tendent celles qui suivent !

Lieu de l'atelier

Centre international d'études pédagogiques

Sèvres, 27-28 Septembre 2007
1, Avenue Léon Journault
92310 Sèvres, France
Téléphone : + 33 (0) 1 45 07 60 00

ORDRE DU JOUR SIMPLIFIÉ

Journée 1

- 8:00 Enregistrement et café
- 9:00 Bienvenue
- 9:15 **Session I** : Deux dimensions de l'appropriation
- 10:30 **Groupes de travail** sur l'appropriation démocratique
- Groupes A, B et C : Gouvernements, ONG et les institutions de l'appropriation démocratique
 - Groupe D : Parlements, media et la demande pour la responsabilité démocratique
 - Groupe E : *Think tanks*, solutions locales et légitimité démocratique
- 12:30 Déjeuner
- 14:00 **Session II** : Appropriation démocratique, société civile et efficacité de l'aide
- 16:00 Café
- 16:30 **Session III** : L'appropriation dans la Déclaration Paris : peut-on aller plus loin ?
- 18:00 Fin / Préparations du dîner de la conférence
- 19:00 Départ du bus pour le dîner de la conférence

Journée 2

- 8:00 Enregistrement et café
- 9:00 Réflexions sur la première journée et préparations pour la deuxième
- 9:15 **Session IV** : Gérer la complexité du système de financement : problèmes de capacités et bonnes pratiques
- 10:45 Groupes de travail : Appropriation et conditionnalité
- Groupes A, B et C : Conditionnalité dans les pays partenaires : quels effets sur l'appropriation ?
 - Groupes D et E : les contraintes du côté des bailleurs : quels sont les déterminants de la conditionnalité ?
- 12:30 Déjeuner
- 14:00 **Session V** : Appropriation et conditionnalité : un paradoxe gérable ?
- 16:00 Session de clôture : la route sinueuse vers Accra
- 17:00 Fin de la conférence

Objectifs de l'atelier

Il est peut être plus facile de commencer par définir quel n'est *pas* notre objectif : une discussion théorique ou sémantique du concept d'appropriation. Nous souhaitons inviter les participants à discuter ce que signifie l'appropriation *en pratique*, sur la base d'exemples concrets des pays en développement. C'est pourquoi nous avons demandé à une grande diversité d'experts de ces pays de jouer un rôle moteur dans cet atelier, en partageant leur expertise et leur vision de "l'appropriation démocratique" (Journée 1, jeudi) et du "*leadership national*" (Journée 2, vendredi). Leurs contributions sont disponibles (en anglais pour la plupart) sur le site Web du Forum mondial : www.oecd.org/development/globalforum.

Notre but ultime est de formuler des recommandations pratiques sur la façon dont l'appropriation peut être renforcée, afin de les transmettre à la deuxième réunion plénière du Forum mondial en mai 2008, et au 3ème Forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide (FHN-III) qui se tiendra à Accra (Ghana) en septembre 2008.

Le Forum mondial de l'OCDE sur le développement : un espace informel de dialogue

Le Forum mondial de l'OCDE sur le développement, dont cet atelier est une étape, offre un espace de dialogue informel pour aborder des questions complexes. C'est donc l'endroit idéal pour discuter un sujet aussi délicat que l'appropriation, qui suscite des points de vue très divers. Nous souhaitons encourager les participants à s'engager dans le débat avec un esprit ouvert et le souci de trouver des solutions innovantes et pratiques. Tous sont invités en leur capacité propre, et non comme représentant de leurs institutions respectives. Nous espérons qu'ils s'exprimeront librement et nous engageons à ce qu'aucun nom ne soit cité lorsque nous rapporterons les conclusions de cette discussion.

Évaluation de l'atelier

Nous espérons sincèrement que cet atelier vous sera aussi utile sur le plan professionnel qu'agréable sur le plan personnel. Nous vous serions très reconnaissants de nous laisser vos impressions en remplissant la fiche d'évaluation qui sera distribuée lors de la deuxième journée. Vos remarques et suggestions seront toujours les bienvenues.

ANNOTATIONS

Journée 1, Jeudi 27 Septembre 2007

8:00	Enregistrement et café	
9:00	Bienvenue	Mario Amano , Secrétaire général adjoint Organisation pour la co-opération et le développement économiques Jean-Marc Chataigner , Directeur de cabinet du Secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie, France
	Président :	Javier Santiso , Chef économiste et Directeur par intérim Centre de développement de l'OCDE

Session I : deux dimensions de l'appropriation (9:15 – 10:30)

“L'appropriation” (en anglais, *ownership*) est loin d'être un concept nouveau dans la coopération au développement. Dix ans après le rapport du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) [Shaping the 21st Century](#), cette notion est devenue la condition *sine qua non* d'une relation satisfaisante entre bailleurs de fonds et pays récipiendaire. Les grandes déclarations internationales, les stratégies nationales de développement, les programmes des bailleurs, tous le reconnaissent : si un pays en développement ne « s'approprie » pas ses politiques de développement – et le système de financement qui va avec – alors ce système ne parviendra pas à réduire la pauvreté ni à favoriser une croissance économique durable.

Malheureusement, à en juger par les discussions au cours de la première année du Forum, les exemples d'appropriation réelle par les pays en développement sont rares. Les experts ont pointé deux problèmes essentiels :

- D'abord le manque “d'appropriation démocratique” : citoyens et acteurs locaux non gouvernementaux sont insuffisamment impliqués dans le fonctionnement du système de financement du développement. Et ce malgré l'acceptation large du fait que la participation, la consultation, et le dialogue avec ces acteurs sont des ingrédients essentiels de la responsabilité démocratique, qu'ils contribuent à forger une vision commune et à renforcer la légitimité du *leadership*.
- Le deuxième problème est le manque de “*leadership* national” : les bailleurs continuent de jouer le rôle moteur dans la planification et la mise en œuvre des programmes de développement ; les administrations des pays en développement manquent des capacités – ou même dans certains cas de la volonté – d'identifier et de gérer la diversité des flux de financement du développement.

La première session doit camper le décor de l'atelier en mettant en exergue les principales questions liées à l'appropriation. C'est aussi l'occasion de donner un aperçu des différents processus de préparation le prochain Forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide (FHN-III).

9:15	Session I : deux dimensions de l'appropriation	
	Introduction :	Tony Tujan , Président Réseau <i>Reality of Aid</i> Richard Carey , Directeur Direction de la coopération pour le développement, OCDE Yash Tandon , Directeur exécutif <i>South Centre</i>
	Modérateur :	Javier Santiso , Chef économiste et Directeur par intérim Centre de développement de l'OCDE

Groupes de travail sur l'appropriation démocratique (10:30 – 12:30)

Parmi les gouvernements, les agences d'aide ou les organisations internationales, peu contesteraient que la participation de la société civile soit un élément essentiel de toute stratégie de réduction de la pauvreté. Toutefois, ainsi que l'ont souligné de nombreux experts invités dans le cadre du Forum mondial de l'OCDE sur le développement, les approches participatives sont trop souvent des exercices formels, par exemple dans le contexte des Documents stratégiques de réduction de la pauvreté. Ils laissent peu d'espace, de temps et de réelle volonté pour engager une véritable discussion sur les choix en matière de politiques publiques.

Cette critique s'accompagne d'un appel à une meilleure « appropriation démocratique » : les stratégies de réduction de la pauvreté ont besoin d'une légitimité plus forte auprès des citoyens, et tant le gouvernement que les bailleurs doivent être responsables devant eux pour leur utilisation du financement du développement. Clairement, c'est d'un changement dans les dynamiques nationales et locales qu'il est question.

L'objectif des groupes de travail est d'explorer les différents rôles que peuvent jouer certains acteurs (ONG, parlements et media, partis politiques, *think tanks*) dans la construction de l'appropriation démocratique. Les participants sont invités à formuler des messages dans cette perspective à l'attention des décideurs des pays en développement, des bailleurs de fonds internationaux et des organisations de la société civile (OSC), sur la façon dont les processus comme le III^{ème} Forum à Haut niveau (Accra, 2008) devraient traiter de cet aspect délicat des réformes.

Dans chacun des groupes, les discussions seront axées sur deux questions principales et plusieurs sous-questions.

1. Quel rôle peuvent jouer les ONG / parlements et partis politiques / medias / *think tanks* dans le renforcement de l'appropriation démocratique du financement du développement ?

Avec quel succès ces acteurs parviennent-ils aujourd'hui à influencer la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques dans le domaine du financement du développement ? Avec quels outils ? Faut-il faire des distinctions entre ces différents acteurs ? Lesquels ont la plus grande légitimité pour participer au débat, en fonction —par exemple— de leur représentativité, de la nature de leurs relations avec le gouvernement, ou de leurs mandats ?

Dans quelle mesure ces acteurs font-ils pression pour une plus grande responsabilité dans l'utilisation des flux de financement du développement, y compris —outre les flux d'aide publique au développement— dans le domaine de la politique budgétaire ? Quels acteurs sont les « garde-fous » les plus efficaces et lesquels parviennent le mieux à stimuler un débat aux niveaux local et national ? Quelles sont les forces respectives de ces acteurs de la société civile ?

Comment la collaboration entre les groupes de société civile peuvent-ils améliorer leur impact collectif ? Quel type de soutien extérieur serait le plus efficace ?

2. Comment les gouvernements des pays récipiendaires répondent-ils à l'appel en faveur de plus d'appropriation démocratique ?

Dans quelle mesure peut-on dire qu'un nouveau dialogue s'est instauré avec la société civile ? Y a-t-il des exemples de bonnes ou mauvaises pratiques des gouvernements dans la mise en œuvre des approches participatives et la recherche d'une plus grande responsabilisation vis-à-vis des citoyens ?

De quels cadres juridiques et de régulation a-t-on besoin pour améliorer l'appropriation démocratique ? Plus particulièrement, comment protéger les droits de l'homme —comme les droits d'expression ou à l'information— dans les contextes très divers des pays en développement ? Les exemptions fiscales sont-elles une manière efficace de soutenir le rôle de la société civile ?

Dans quelle mesure les gouvernements font-ils des efforts pour améliorer les règles de transparence et les audits indépendants sur l'utilisation de l'aide et des autres flux de financement du développement ? Soutiennent-ils des medias et des *think tanks* indépendants ? Quelles sont les

expériences des différents pays ? Quel est le rôle de l'éducation civique par rapport aux questions fiscales et budgétaires ? Comment les bailleurs peuvent-ils, dans leur dialogue avec les gouvernements des pays partenaires, promouvoir de manière efficace une plus grande appropriation démocratique sans entraver les processus à l'oeuvre au niveau national ?

10:30	<p>Groupes de travail sur l'appropriation démocratique et le financement du développement</p> <p>Groupes A, B et C : Gouvernements, ONG et institutions de l'appropriation démocratique Groupe D : Parlements, media : diffusion de l'information et demande pour une plus grande responsabilité démocratique Groupe E : <i>Think tanks</i>, solutions locales et légitimité démocratique</p> <p>Chaque Groupe commence par un tour de table de présentations individuelles, puis quelques courtes présentations par les experts des pays en développement (5-10 minutes chacun). Avec l'aide des facilitateurs, chaque groupe devra formuler 2 ou 3 recommandations pour les décideurs qui se réuniront lors du IIIème Forum a Haut niveau d'Accra en 2008.</p> <p>Présentateurs :</p> <p>Bisi Adeleye-Fayemi, African Women's Development Fund, Nigeria / Ghana Mahfuz Anam, Daily Star Bangladesh Fackson Banda, Rhodes University, South Africa Jean-Christophe Bas, Banque mondiale Hon Geoffrey Ekanya, Member of Parliament, Uganda Bakari Fofana, Conseil national des organisations de la société civile, Guinée Claude Gwed-Bi-Minyem, CAON, Cameroun Don Marut, Institute for Social Transformation, Indonesia Daisy Owomugasho, Uganda Debt Network Mauricio Santamaria, Fedesarollo, Colombia Viriato Tamele, Economic Justice Coalition, Mozambique Ignacio Walker, Cieplan, Chile André Urani, Federal University of Rio de Janeiro, Brazil</p>
12:30	<p>Déjeuner</p>

Session II : Appropriation démocratique, société civile et efficacité de l'aide (14:00 – 16:00)

Le rôle des organisations de la société civile dans l'amélioration de la qualité de l'aide —et plus généralement du financement du développement— n'est toujours pas très clair. Par exemple, alors que la plupart des études se concentrent sur leur participation dans la formulation des politiques publiques, on trouve peu de documentation sur leur implication dans la mise en oeuvre et le suivi de ces politiques.

Autre question d'importance : la diversité des organisations de société civile et le rôle respectif de ses diverses incarnations dans le financement du développement. Une acception large de ces organisations peut inclure les communautés de base, les associations de femmes, les groupements paysans, les instituts de recherche et les *think tanks* indépendants, les églises, les syndicats, les médias et d'autres formes encore. Il faut distinguer les organisations de plaidoyer de celles qui fournissent des services, et bien sur les organisations internationales de celles basées dans les pays en développement ou dans les pays OCDE.

Cette deuxième session sera introduite par deux membres du Groupe consultatif sur la société civile et l'efficacité de l'aide, qui, dans le cadre de la préparation du Forum à haut niveau d'Accra a pour but d'améliorer la compréhension des rôles de ces organisations dans l'efficacité de l'aide, en identifiant les bonnes pratiques des OSC, des bailleurs et des gouvernements des pays en développement.

Cette session permettra de débattre des questions soulevées dans les groupes de travail du matin avec un plus grand nombre de participants.

14:00	Session II : Appropriation démocratique, société civile et efficacité de l'aide
	Introduction : Tony Tujan , Président Réseau <i>Reality of Aid</i> Serge Snrech , Chef du bureau des affaires multilatérales, DGCID Ministère des affaires étrangères, France
	Modérateur : Geert Laporte , Chef des relations institutionnelles European Centre for Development Policy Management (ECDPM)
16:00	Café

Session III : L'appropriation dans la Déclaration Paris : peut-on aller plus loin ? (16:30 – 18:00)

La Déclaration de Paris est critiquée pour son approche « étatique » du principe de l'appropriation. Certes, elle comprend des engagements des pays partenaires à développer et mettre en oeuvre un « large processus de concertation », mais l'indicateur utilisé pour mesurer les progrès en la matière ne définit pas clairement les contours de ce processus. Le seul objectif mesurable est que 75 pour cent des pays aient adopté une stratégie de développement opérationnelle d'ici 2010, avec “des priorités stratégiques claires liées à un cadre de dépenses à moyen terme et reflétées dans les budgets annuels.” Il n'existe pas d'objectif concernant le soutien à la société civile, le contrôle par les parlements ou l'accès à l'information.

Peut-on dire alors que la Déclaration de Paris néglige l'importance de la société civile et de l'appropriation démocratique ? Si c'est le cas, de quelle marge de manœuvre dispose-t-on pour renforcer cette dimension dans le cadre de la préparation de du IIIème Forum à haut niveau d'Accra ? Peut-on introduire de nouveaux objectifs mesurables ? Si oui, lesquels ? Si non, comment les acteurs de la société civile peuvent-ils jouer un rôle plus actif dans les débats sur l'efficacité de l'aide ?

Dans cette session, nous explorerons aussi la question délicate du rôle des acteurs externes, particulièrement celui des bailleurs de fonds officiels, dans la promotion de l'appropriation démocratique. Comment peuvent-ils soutenir la mise en place d'un contexte favorable à la participation des OSC et à la responsabilité démocratique, sans saper en fait les processus d'appropriation à l'oeuvre au niveau national ou la souveraineté de l'État ?

Certains types de bailleurs de fonds sont-ils plus légitimes que d'autres ? La tendance actuelle à privilégier l'appui budgétaire menace-t-elle l'avenir du soutien à la société civile ? Les bailleurs de fonds qui travaillent avec des ONG et des think tanks du « Nord » empêchent-ils l'émergence de solutions nationales et locales en réponse aux défis du développement ?

Que peuvent faire les partenaires externes pour réellement aider les acteurs locaux ? Quels sont les besoins de ces derniers en matière de capacités et quels instruments peuvent y répondre ?

Comment les programmes d'aide peuvent-ils répondre de manière adéquate aux réalités des pays partenaires : spécificité du contexte, capacités nationales, processus en cours ? Comment mobiliser les capacités nationales et locales pour développer des réponses nationales et locales aux défis du développement ? Qu'en est-il de la situation particulière des états fragiles ? Les critères de participation et d'appropriation y sont-ils différents, et serait-il justifiable de considérer que l'appropriation est une moindre priorité dans de tels contextes ?

16:30	Session III : L'appropriation dans la Déclaration Paris : peut-on aller plus loin ?
	Introduction : Mohammed Kabbaj , Directeur adjoint du budget Ministère des Finances et de la privatisation, Maroc
	Discutant : Ben Dickinson , Chef d'unité, Conflit et gouvernance Direction de la coopération pour le développement, OCDE
	Modérateur : James Deane , Head of Policy Development BBC World Service Trust
18:00	Fin / Préparations du dîner de la conférence
19:00	Départ du bus pour le dîner de la conférence

Deuxième Journée, Vendredi 28 Septembre 2007

Alors que les discussions de la première journée ont porté sur les relations entre les administrations publiques et leurs partenaires de la société civile, cette seconde journée se penchera sur les relations entre les bailleurs et les pays bénéficiaires.

Tout le monde s'accorde à dire que le développement, financé par un donateur, doit mettre en œuvre des processus et des politiques décidés par le pays bénéficiaires. C'est sur la base de ce consensus que l'appropriation et le partenariat ont été élevés au rang de principes directeurs des relations de coopération pour le développement.

Pourtant, la réalité des relations bailleurs – récipiendaires sur le terrain semble bien différente. La Déclaration de Paris tente d'y remédier en appelant les pays partenaires à prendre en main l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de développement, la coordination de l'aide et la traduction des stratégies en programmes opérationnels. Les bailleurs, eux, se sont engagés à aider les pays à renforcer leurs capacités pour leur permettre de jouer ce rôle moteur.

Lors de la deuxième journée, nous souhaitons nous concentrer sur deux difficultés de la mise en œuvre du principe d'appropriation. Dans la Session IV, et dans la moitié des groupes de travail de la matinée, nous discuterons la capacité des pays récipiendaires de s'approprier —ou prendre les rênes— d'un système de financement du développement de plus en plus complexe. Dans la Session V, et l'autre moitié des groupes de travail, nous identifierons les contraintes qui empêchent les bailleurs de véritablement « lâcher la bride ».

La grande question est de savoir si ces difficultés sont surmontables. Que peuvent faire les décideurs ?

8:00	Enregistrement et café
9:00	Réflexions sur la première journée et préparations de la deuxième
	<i>Abdul Hannan</i> , chef de Programmes PNUD Zambie
	<i>Felix Zimmermann</i> , Analyste des politiques Centre de développement de l'OCDE

Session IV : Gérer la complexité du système de financement : problèmes de capacités et bonnes pratiques (9:15 – 10 :45)

La complexité croissante du financement du développement a été un thème récurrent de la première année du Forum mondial de l'OCDE sur le développement. De nouveaux flux et de nouveaux instruments ont élargi les sources de financement du développement dont disposent désormais les pays bénéficiaires. Cette nouvelle profusion a également entraîné de nouveaux défis pour les administrations des pays en développement qui ne peuvent profiter, par manque de connaissances, de toutes les options qui s'ouvrent devant elles.

Durant cette IVème session, les participants identifieront les principales lacunes dont souffrent les pays en développement tant dans la mobilisation, que dans le suivi et l'orientation de ces nouveaux flux financiers. Sur la base des points de vues exprimés et des articles rédigés par les experts des pays en développement, nous établirons une liste des meilleures façons de coordonner les activités des donateurs publics et privés.

Les exemples les plus souvent cités concernent le manque de compétences en gestion des finances publiques, l'absence de statistiques et d'outils de contrôle et de suivi. Dès lors comment les pays en développement améliorent-ils leur capacité d'analyse et de contrôler des sources de financement tant publiques que privées ? Comment classent-ils les différentes formes d'aide externe ? Développent-ils des stratégies de réduction de la dette et de gestion de l'aide et des autres flux de financement ? Comment ces stratégies sont-elles liées aux politiques nationales (par exemple à la balance des paiements, le budget et la politique monétaire) ?

Quelles différences constate-t-on entre les différents pays en développement ? Quelles sont les demandes particulières des administrations des États les plus pauvres ? Ces pays ont-ils des leçons à partager dans l'établissement d'outils tant techniques que de communication pour comprendre et surveiller les politiques budgétaires ?

Une fois ces lacunes identifiées, il faut savoir comment les combler. Les bailleurs répondent le plus souvent à ce besoin de renforcement des capacités sous la forme d'assistance technique. Mais ces programmes ont été critiqués pour ne pas prendre en compte les besoins spécifiques des pays en développement ni même les compétences locales déjà existantes.

Peut-on mieux valoriser les compétences et les initiatives nationales et locales ? La coopération Sud-Sud peut elle jouer un rôle ? Quelle forme d'assistance technique est la plus légitime et la plus efficace pour renforcer le *leadership* d'un pays ? Quelles leçons peut-on tirer des expériences menées conjointement par les pays donateurs et bénéficiaires visant à améliorer la comptabilité nationale et la transparence ?

9:15	Session IV : Coordination d'un système complexe : quelles compétences et quelles leçons ?
------	--

Introduction :	John Lene Segbo , Directeur général Ministère des finances et du budget, Burkina Faso
Discutant :	Matthew Martin , Directeur Development Finance Group
Modérateur :	Mats Hårsmar , Analyste en chef Département des politiques de développement Ministère des affaires étrangères, Suède

Groupes de travail sur l'appropriation et la conditionnalité (10:45 – 12:30)

A la suite de la Session IV, les participants des Groupes de travail A, B et C étudieront plus en détail la question du leadership des pays en développement et leur capacité à l'exercer. Après une rapide introduction, chaque groupe poursuivra ses travaux sur la base d'une étude comparative d'un pays spécialement préparée, pour cet atelier, par un expert régional.

Ces études de cas décrivent les initiatives des gouvernements pour s'approprier davantage et mettre en œuvre les indicateurs définis par la Déclaration de Paris. Ces documents examineront l'impact des conditions imposées par les bailleurs sur la capacité des gouvernements bénéficiaires à définir, mais aussi à mettre en œuvre leurs stratégies de développement. Enfin, ces études comparatives préconiseront des améliorations dans les relations entre bailleurs et pays bénéficiaires afin de renforcer l'appropriation de l'aide par ces derniers.

Dans les discussions qui s'ensuivront, nous souhaiterions voir les participants comparer ces exemples avec leurs propres expériences ou celles qu'ils ont constaté dans d'autres pays en développement. Chaque groupe, aidé en cela par un facilitateur, devra formuler 2 ou 3 recommandations qui seront adressées aux participants de la conférence de haut niveau d'Accra en 2008.

Les groupes D et E analyseront, quant à eux, la relation bailleur / récipiendaire du point de vue des bailleurs. Ils identifieront les contraintes qui les empêchent de « lâcher les rênes », c'est-à-dire de laisser le rôle moteur au pays partenaire tel qu'envisagé dans la Déclaration de Paris. Ces deux groupes, en introduction de la Session V, présenteront à l'ensemble des participants les contraintes qu'ils auront identifiées et qui se traduisent en conditions pour les pays bénéficiaires. Enfin, ils évoqueront les pistes permettant de les lever afin de permettre aux pays en développement de s'approprier l'aide au développement.

10 :45	Groupes de travail sur Appropriation et conditionnalité
	Groupes A, B et C : Appropriation et conditionnalité : quel impact pour les pays bénéficiaires ? Groupes D et E : Pays bailleurs : quelles contraintes ? Quelles conditionnalités ?
	Animateurs :
	Gover Barja , Catholic University of Bolivia Jean-Marc Chataigner , Secrétariat d'État pour la coopération et la Francophonie, France Olivier Consolo , Concord Europe Opa Kapijimpanga , Institute for Policy Studies, Zambie Gervase Maipose , University of Botswana Sam Olofin , University of Ibadan, Nigeria Pham Thi Thanh An , Ministère de plan et des investissements, Vietnam
12 :30	Déjeuner

Session V : Appropriation et conditionnalité : un paradoxe gérable ? **(14 :00 – 16 :00)**

Malgré le consensus autour du concept d'appropriation, les agences d'aide au développement conditionnent leur aide à la mise en œuvre de politiques ou de processus qui les empêchent de « passer le volant » aux pays bénéficiaires.

La plupart des raisons invoquées pour justifier ces exigences sont liées à la situation même des pays bénéficiaires. Si les structures gouvernementales ou les mécanismes de responsabilité (vis-à-vis des citoyens) ne sont pas en place, les bailleurs vont imposer un plus grand contrôle de l'usage des fonds versés. Si ce sont les structures administratives qui viennent à manquer, les bailleurs s'assureront que des procédures de contrôle et de suivi sont mise en place, même si ces dernières ne sont pas originaires du pays.

Cependant d'autres conditions trouvent leurs origines dans la situation intérieure des pays bailleurs. La législation d'untel peut, dans ses modalités de versement, limiter l'usage des fonds. Des recommandations parlementaires ou un suivi médiatique peuvent, dans un autre, privilégier des programmes dont les résultats seront immédiatement visibles plutôt que des projets, à long terme, de développement. Enfin, les pressions de groupe d'intérêts constitués peuvent orienter les bailleurs vers des politiques ou des secteurs qui ne sont pas de première importance pour les pays bénéficiaires.

Durant cette Vème session, les participants établiront si l'appropriation de l'aide par les pays en développement et les conditions imposées par les pays bailleurs se révèlent incompatibles, et, si c'est le cas, comment les rendre conciliables. L'appropriation peut-elle être renforcée tout en répondant aux exigences des bailleurs ? Comment les mécanismes de responsabilité doivent-ils évoluer afin de donner plus de légitimité aux systèmes locaux ?

Quelles sont les conditions qui portent le plus atteinte au « *leadership* » des pays en développement ? Comment peuvent-elles être ajustées afin de redonner aux États la maîtrise de leurs politiques de développement ? Finalement, quelles sont les relations bailleurs / bénéficiaires qui peuvent servir de modèles ?

14 :00 Session V : Appropriation et conditionnalité : un paradoxe gérable ?

Introduction : **Goodall E. Gondwe**, Ministre des finances
Malawi

Discutant : **Suman Bery**, Directeur général
National Council of Applied Economic Research, India

Moderateur : **Lindsay Whitfield**, Chercheur
Oxford University

Session de clôture : la route sinueuse vers Accra (16 :00 – 17 :00)

2008 sera une année charnière pour le financement du développement. Le IIIème Forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide, organisé à Accra, permettra d'estimer les progrès intervenus dans les engagements des pays bailleurs et l'efficacité de l'aide. La conférence de suivi de Monterrey, qui se tiendra à Doha, permettra d'évaluer les efforts consentis par la communauté internationale pour augmenter le volume des fonds destinés à l'aide au développement ainsi qu'à l'émergence de nouveaux flux de financement du développement. Plusieurs réunions du G8, présidé par le Japon, ainsi qu'une importante réunion du CITDA/TICAD seront consacrées au développement. Enfin, nous organiserons, en mai, la seconde réunion plénière du Forum mondial sur le développement de l'OCDE.

Nous sommes convaincus que le cadre informel du Forum fournit l'occasion idéale d'identifier des messages qui pourront être développés dans les processus cités ci-dessus. Lors de cette session de clôture, nous souhaitons que les participants :

- résument les messages clés de l'atelier ;
- identifient les opportunités qui se présenteront afin de promouvoir ces messages lors des réunions précédemment cités ; et
- partagent leurs vues sur la meilleure manière de poursuivre les échanges sur l'appropriation au-delà de la réunion d'Accra.

16 :00	Session de clôture : la route sinueuse vers Accra
	Co-modérateurs : Richard Manning , président Comité d'aide au développement de l'OECD Helmut Reisen , Conseiller Centre de développement de l'OCDE
17 :00	Fin de la conférence